

Il y a aussi la revue *Foreign Affairs*. Le leader du gouvernement nous a demandé, à juste titre, de nous intéresser davantage aux affaires étrangères. Cependant, *Foreign Affairs* est disparu des rayons de notre salle de lecture au cours des deux dernières semaines. Quels en sont les rédacteurs? M. George McGeorge Bundy, un des conseillers du président Truman, et M. Kissinger, dont les services viennent d'être retenus par le président Nixon pour qu'il l'aide dans les relations étrangères. *Foreign Affairs* est peut-être la revue la mieux autorisée du monde ou d'Amérique du Nord quant aux affaires étrangères; elle accorde en ce domaine une grande attention aux politiques et aux attitudes du Canada. De fait, le dernier numéro de *Foreign Affairs* renfermait un article très instructif sur le Canada écrit par un Canadien éminent. Ce n'est pas tout. On a enlevé la revue *Harper's*, l'une des publications les plus anciennes et les plus respectables de l'Amérique du Nord. De même, ont disparu des rayons *The Guardian*, de Manchester, la bible du libéralisme dans le monde entier et *The Nation*, fondée par le célèbre E. L. Godkin, l'un des plus grands journalistes américains. Le *New Republic* nous a été enlevé. Pouvez-vous imaginer des gens intelligents qui s'occupent des affaires publiques, quelle que soit leur doctrine politique, qui n'étudieraient pas *The Nation* ou le *New Republic*?

Le *New Statesman*, cet organe brillant du libéralisme de gauche et du fabianisme de gauche, si vous voulez, de Grande-Bretagne nous a été enlevé.

Le *Sunday Times* de New York dont quelqu'un a dit l'année dernière très justement, je crois, qu'il est peut-être la plus grande université des États-Unis lorsqu'il s'agit d'éduquer le peuple américain sur les réalités de la vie—et de la vie politique aussi—nous a été enlevé.

On demande fréquemment à tous, et à juste titre dans cette Chambre, de penser davantage au Commonwealth—voilà donc le *Round Table* fondé il y a un peu plus d'un demi-siècle par M. Lionel Curtiss—la bible de tous ceux qui, dans le monde anglophone croyaient vraiment au Commonwealth—le *Round Table* qui publiait des articles instructifs tous les mois a disparu aussi de la bibliothèque du Sénat.

Le *Spectator*—l'un des journaux intellectuels les plus respectables de l'Angleterre a également disparu. Le *Wall Street Journal* qui n'est pas seulement un journal financier mais aussi un grand journal dont les éditoriaux sont les meilleurs, je crois, qu'on ait publiés dans le monde anglophone, a été

écarté. Et qu'a-t-on laissé? Nous avons *Chatelaine* pour les sénateurs—*Chatelaine* et le magazine *Time*, bien entendu, ainsi que le *Life* de M. Luce. Toutes ces publications sont restées.

On n'y a laissé que six revues américaines—les moins importantes—et cinq publications canadiennes qui, à mon avis, ne présentent pas trop d'intérêt.

Quel outrageux vandalisme, monsieur le président. Retirer de la bibliothèque d'une chambre comme celle-ci les documents et les revues que je vous ai mentionnés.

Mais il y a plus. Où sont le *Queen's Journal*, le *Canadian Historical Review*, le *Dalhousie Review*? On a enlevé ces quelques périodiques qu'il nous reste au Canada et qui traitent intelligemment des affaires publiques. On nous laisse le *Reader's Digest* et la revue *Chatelaine*.

C'est une insulte à faire aux sénateurs, monsieur le président. Je ne sais qui a donné cette autorisation mais je propose—et je présenterai, le cas échéant, une motion à ce sujet—que le comité qui a autorisé cet outrage soit rappelé et forcé de reconsidérer sa décision, c'est le moins qu'il puisse faire. (*Applaudissements*)

Honorables sénateurs, lorsque je l'ai appris, j'en ai parlé à certains sénateurs qui m'ont dit: «Nous avons accès à la salle de lecture de la Chambre des communes.»

A vrai dire, messieurs, je connais la salle de lecture de la Chambre des communes, je la fréquente depuis cinquante ans et elle ne se compare à aucun égard avec la salle de lecture du Sénat. Celle-ci reflétait l'intelligence et l'intérêt public de notre assemblée.

Penser que cela puisse se produire aujourd'hui et que cette éventualité résulte du caprice, si l'on veut, d'un, de deux ou trois sénateurs, c'est intolérable.

J'exige respectueusement que vous, monsieur le président, vous occupiez de savoir au juste ce qui s'est passé, et de connaître la cause et l'auteur de cet état de choses. Je suis en faveur d'un lieu de repos où l'on puisse consommer des rafraîchissements. Mais je suis aussi en faveur de la nourriture et des rafraîchissements intellectuels et, personnellement, je serais beaucoup plus heureux avec un verre de Black Label à la main si j'avais aussi une bonne revue à lire.

L'honorable Paul Martin: Honorables sénateurs, je vais faire part sur-le-champ des remarques de l'honorable sénateur au président du comité de la régie intérieure, absent ce soir pour cause de maladie.